



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 13/02/2023

Reçu en préfecture le 13/02/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20230209-2023_08-DE



DÉLIBÉRATION

2023/08

ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CREATIONS ET SUPPRESSION DE POSTES

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 9 Février 2023 à 10 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Karine GAUTHIER, Adjointe au Maire de NOEUX-LES-MINES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Daniel MACIEJASZ, Maire de LIBERCOURT – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

Etaient absents ou excusés : M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié, portant d'emplois des attachés territoriaux ;

Vu le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu le décret n° 2012-1420 du 18 décembre 2012 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux ;

Vu la délibération n° 2016/10 du 25 mars 2016 instaurant le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;

Vu la délibération n° 2022/58 du 17 novembre 2022 actualisant le tableau des emplois ;

Le Président rappelle à l'assemblée que, conformément à l'article L 313-1 du Code général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il précise qu'il y a une nécessité de créer des emplois pour tenir compte des demandes des collectivités et établissements affiliés, assurer le bon fonctionnement notamment des services conseil juridique et statutaire, finances et de l'antenne médicale qui ouvrira à LENS.

Le Président propose de modifier le tableau des effectifs :

Création de postes :

Création de 3 emplois permanents, à temps complet :

Catégorie A

Cadre d'emplois des attachés territoriaux

- Un emploi de conseiller statutaire pour conforter le service conseil juridique et statutaire, ouvert au grade d'attaché territorial ;

Précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions n'a pu être recruté, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article L.332-8 du code général de la fonction publique. Il devra justifier d'une formation en master de droit public et d'une bonne connaissance du statut. Une expérience professionnelle en conseil statutaire est également souhaitée.

Les contrats relevant de l'article L.332-8 d'une durée maximale de 3 ans, sont renouvelables dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des attachés territoriaux au grade d'attaché territorial, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux

- Un emploi d'infirmier en santé au travail pour l'antenne médicale de Lens, ouvert aux grades d'infirmier en soins généraux hors classe et infirmier en soins généraux ;

Précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions n'a pu être recruté, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article L.332-8 du code général de la fonction publique.

Il devra justifier du diplôme d'état d'infirmier et d'un diplôme et/ou d'une expérience en santé au travail.

Les contrats relevant de l'article L.332-8 d'une durée maximale de 3 ans, sont renouvelables dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux au grade de recrutement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Catégorie B

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ou techniciens territoriaux

- Un emploi de technicien numérique au service des collectivités territoriales et établissements publics ;

Précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions n'a pu être recruté, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article L.332-8 du code général de la fonction publique.

Le Technicien numérique assure le déploiement et l'assistance des outils mis à disposition des Collectivités territoriales et leurs établissements publics dans le cadre des prestations « e-administration » et « Mairie connectée ».

Les contrats relevant de l'article L.332-8 d'une durée maximale de 3 ans, sont renouvelables dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ou techniciens territoriaux au grade de recrutement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Catégorie C

Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

- Un emploi de gestionnaire comptabilité pour conforter le service finances, ouvert au grade d'adjoint administratif ;

Précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions n'a pu être recruté, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article L.332-8 du code général de la fonction publique.

Il devra justifier d'une formation et d'une expérience en comptabilité publique et d'une bonne connaissance de la nomenclature comptable.


Les contrats relevant de l'article L.332-8 d'une durée maximale de 3 ans, sont renouvelables dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux au grade d'adjoint administratif, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.


Le tableau des emplois permanents est ainsi modifié, comme suit :

Filière administrative

Cadre d'emplois des attachés territoriaux


Grade : attaché territorial, à temps complet
 ancien effectif : 6 – nouvel effectif : 7

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux

Grade : rédacteur territorial, à temps complet
 ancien effectif : 13 – nouvel effectif : 14

Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

Grade : adjoint administratif territorial, à temps complet

 ancien effectif : 18 – nouvel effectif : 19

Filière technique

Cadre d'emplois des techniciens territoriaux

Grade : technicien territorial, à temps complet

✚ ancien effectif : 0 – nouvel effectif : 1

Filière médico-sociale

Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux

Grade : infirmier en soins généraux hors classe, à temps complet

✚ ancien effectif : 1 – nouvel effectif : 2 ;

Grade : infirmier en soins généraux, à temps complet

✚ ancien effectif : 4 – nouvel effectif : 5 ;

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ✖ *ADOpte* la modification du tableau des effectifs et du tableau des emplois, ainsi proposée, qui prendra effet à compter du 10 février 2023 ;
- ✖ *PRECISE* qu'un tableau des effectifs et qu'un tableau des emplois reprenant l'ensemble des postes et des emplois, permanents et non permanents, sont annexés au présent document.
- ✖ *PRECISE* que les crédits correspondants seront inscrits au budget, chapitre 012.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 9 février 2023

Le Président,

Joël DUQUENOY